

**GRANDE MOBILISATION DES GROUPES  
DE MUSIQUES TRADITIONNELLES POUR  
PROMOUVOIR LA PAIX**



# minusca en action

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°104 – DECEMBRE 2022



**LE MANDAT DE LA MINUSCA  
AU CŒUR D'UNE VISITE DE  
JEAN-PIERRE LACROIX  
EN RCA**

MINUSCA



MINUSCA



UN\_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN\_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

Scannez le code QR pour accéder aux informations sur les activités de la MINUSCA



MINUSCA



Scannez ici



# minusca en action

#104 | Novembre 2022



- 04 **LE MANDAT DE LA MINUSCA AU CŒUR D'UNE VISITE DE JEAN-PIERRE LACROIX EN RCA**
- 10 **LA JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME CELEBREE AVEC LES JEUNES**
- 13 **A BOUAR, LA MINUSCA APPUIE L'AMELIORATION DU FONCTIONNEMENT DE LA CHAINE JUDICIAIRE**
- 14 **JOURNEE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES EN RCA PROMOUVOIR LA CONTRIBUTION DES VOLONTAIRES**
- 17 **LES FEMMES MAGISTRATES MOBILISEES CONTRE LA BANALISATION DU VIOL EN CENTRAFRIQUE**
- 19 **FIN DE MISSION POUR LE GENERAL DE CORPS D'ARMEE DANIEL SIDIKI TRAORE AU SEIN DE LA MINUSCA**

## MINUSCA EN ACTION

### DIRECTEUR DE PUBLICATION

Charles Antoine Bambara

### RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

### EQUIPE

#### RÉDACTIONNELLE

Biliaminou Alao,  
Cynthia Nasangwe  
Emmanuel Crispin  
Dembassa Kette  
Correspondants régionaux

#### PHOTOGRAPHIE

Herve Serefo,  
Leonel Grothe

#### MISE EN PAGE

Francis  
Yabendji-Yoga

#### MULTIMÉDIA & WEB

Igor Rugwiza,  
Dany Balepe

#### COMMUNITY MANAGER

Grace Mirleine Anselme  
Ngbaleo Mbileine

#### PRODUCTION

Division de la  
Communication  
Stratégique et  
de l'Information  
Publique -  
MINUSCA

#### MINUSCA EN ACTION

#104 - Décembre 2022

# LE MANDAT DE LA MINUSCA AU CŒUR D'UNE VISITE DE JEAN-PIERRE LACROIX EN RCA

*En visite en République Centrafricaine (RCA) du 19 au 21 décembre 2022, Jean Pierre Lacroix, Secrétaire générale adjoint de l'ONU aux opérations de paix a placé la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA au centre de ses échanges avec les autorités nationales, des représentants des forces politiques et de la société civile, dont des associations de femmes et de jeunes.*

*Emmanuel Crispin DEMBASSA-KETTE*





Arrivée de Jean Pierre Lacroix, Secrétaire générale adjoint de l'ONU aux opérations de paix à l'Aéroport Bangui M'Poko accueilli par la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, et le Commandant de la Force, le Général Daniel Sidiki Traoré.



Échanges avec des représentants des jeunes et ...



... des femmes relatifs à la sécurité, aux élections, à la justice et à l'entrepreneuriat

## FAIRE LE POINT DE L'APPLICATION DU MANDAT DE LA MINUSCA

« Le Conseil de sécurité, comme vous le savez, a renouvelé le mandat de la MINUSCA ; donc cette visite est une occasion de faire le point, de regarder vers l'avenir avec nos partenaires traditionnels que sont les autorités centrafricaines », a dit Jean Pierre Lacroix, à son arrivée après avoir été accueilli par la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, et le Commandant de la Force, le Général Daniel Sidiki Traoré.

De sa rencontre avec le Premier ministre centrafricain, Félix Moloua, en présence des membres de son gouvernement mais aussi du leadership de la MINUSCA, il a été question de faire le point de la mise en œuvre du nouveau mandat de la MINUSCA et la coopération entre l'ONU et les autorités de la RCA. Entre autres sujets évoqués et énumérés par Jean Pierre Lacroix : « le renforcement des capacités de l'Etat, le soutien au retour de l'autorité de l'Etat partout où cette autorité n'est pas encore établie, le travail que nous faisons ensemble avec les autorités pour consolider l'Etat de droit, les institutions de l'Etat, le travail avec les Forces armées, les Forces de sécurité, la perspective des élections locales et la manière dont la MINUSCA peut soutenir la tenue de ces élections dans les meilleures conditions possibles ».

## SÉCURITÉ ET ÉLECTIONS AU MENU DES ÉCHANGES AVEC LES JEUNES ET LES FEMMES

Et de ses échanges avec des représentants des femmes et des jeunes, le 19 décembre 2022, il ressort des attentes relatives à la sécurité, aux élections, à la justice et à l'entrepreneuriat. « Nous avons fait un plaidoyer pour demander aux partenaires de remobiliser des ressources pour mettre à la disposition des femmes et des jeunes



Honneurs militaires des Casques bleus de la Force spéciale portugaise



Photo de famille avec les Casques bleus du contingent militaire du Bhutan basés à l'aéroport international de Bangui M'Poko à Bangui.

pour mobiliser la communauté à la base afin d'appuyer les femmes pendant les élections locales », a fait valoir Mme Chantal Solange Touabena, vice-coordonnatrice du réseau des femmes leaders africaines (AWLN).

De son côté, Cédric Lewe, président de l'Union scolaire centrafricain, a déclaré que : « Le Secrétaire général adjoint a été

clair : La MINUSCA est là pour soutenir les jeunes et les femmes, surtout dans ce processus des élections ».

Lors de ce séjour, le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix s'est rendu au camp de la Force de réaction rapide du Royaume du Bhutan, déployée, le 07 novembre 2022, au sein de la



Entretien avec le Président centrafricain Faustin Archange Touadera sur des questions sécuritaires, le processus politique, et l'appui de la MINUSCA pour les élections locales, entre autres

MINUSCA avec un effectif de 180 hommes et intervenant à Bangui et ses alentours. Il a également rendu une visite le même jour aux 180 hommes de la Force de réaction rapide du Portugal, qui interviennent sur toute l'étendue du territoire de la RCA, et dont la contribution a été décisive en janvier 2021, contre l'avancée des rebelles qui se dirigeaient vers Bangui et pour la sécurisation des élections dans les coins les plus « chauds » du pays.

### **ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT TOUADERA POUR ÉVOQUER LES DÉFIS ET LES ACQUIS**

Le dernier jour de la visite a été marqué par un entretien avec le Président centrafricain Faustin Archange Touadera

sur des questions sécuritaires, le processus politique, et l'appui de la MINUSCA pour les élections locales, entre autres.

Entretien qualifié de « très important » par Jean Pierre Lacroix, car, dit-il, « Il nous appartenait de faire le point avec les plus hautes autorités de l'Etat...sur la manière dont nous allons, l'année prochaine mettre en œuvre ce mandat [de la MINUSCA] ». Et selon l'hôte du président Touadera, cette mise en œuvre se fera « en étroite concertation avec les autorités centrafricaines...et les Forces vives de ce pays » et ce, pour « consolider un certain nombre d'acquis ».

Concernant les acquis, le secrétaire générale adjoint a évoqué l'aspect sécuritaire en disant « faire en sorte que les menaces de reprises d'activités de certains

groupes soient enrayerées ... ». Il a aussi redit que la MINUSCA est prête « à soutenir la préparation et la tenue des élections locales dans un climat que nous espérons apaiser et ouvert ».

Mais avant cette rencontre, Jean Pierre Lacroix a réitéré lors d'une conférence de presse le soutien des Nations unies au peuple centrafricain : « Nous allons continuer à faire le maximum pour soutenir la population centrafricaine, consolider certains acquis et travailler pour aider le peuple centrafricain à surmonter les défis qui restent à surmonter », ajoutant encore que : « les Nations Unies continueront au maximum de leur capacité à fournir de l'aide humanitaire avec le soutien total et la collaboration totale de la MINUSCA aux populations qui en ont besoin ».

Cette deuxième visite de Jean Pierre Lacroix en Centrafrique en 2022, est la première après la nomination de Madame Valentine Rugwabiza comme Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique et Cheffe de la MINUSCA le 23 février 2022. Il était accompagné du Conseiller militaire du Département des Opérations de Paix des Nations Unies, le Général d'Armée Birame DIOP, qui lui, est arrivé à Bangui le 13 décembre 2022.

# LA JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME CELEBREE AVEC LES JEUNES

**La Journée Internationale des Droits de l'homme, qui coïncide avec le 75ème année de la déclaration universelle des Droits de l'homme a été célébrée le 10 décembre 2022, au stade Ucatex à Bangui par des activités culturelles et sportives. Initiées par la division des Droits de l'homme de la MINUSCA avec quelques lycées de Bangui, ces activités ont été conclues par la remise des trophées aux gagnants.**

**Emmanuel Crispin DEMBASSA-KETTE**

L'objectif de la célébration de cette journée était de renforcer l'intégration et l'approche des Droits de l'Homme dans les agendas et les actions communautaires et surtout de faciliter une appropriation nationale et locale de la déclaration universelle de Droits de l'Homme.

Célébrées autour du thème : « Dignité, liberté et justice pour tous », les différentes manifestations marquant la journée internationale des droits de l'homme ont été conclues par un match de football opposant les filles du lycée de Miskine à celles du lycée professionnel féminin. Le match s'est soldé par la victoire du lycée professionnel féminin sur le lycée de Miskine, 4 buts à 1.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU en République centrafricaine, Lizbeth Cullity, de la cheffe de la Division des Droits de l'Homme,

Hanan Talbi, et des autorités locales du 8ème arrondissement.

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU en République centrafricaine, Lizbeth Cullity a déclaré à cette occasion que cette journée marque l'importance des droits de l'homme : « Je pense que c'est important pour ces étudiants, cette journée. Ils ont écrit des poèmes sur le Droit à l'éducation, ils ont joué un match de foot pour promouvoir les Droits de l'Homme, ils ont gagné des prix, ils ont réfléchi sur l'importance des Droits de l'Homme. C'était une journée fantastique ».

A la fin du match, Des cadeaux ont été remis aux équipes participantes et aux lauréats des jeux et de concours de poésie organisés en amont de la célébration.

Prudence Welcome Goume, une des lauréats d'un concours de poésie organisé pour la circonstance en la quintessence de son texte :

« Je m'adresse aux parents de laisser leurs



Des élèves du Lycée de Miskine mobilisés participent aux activités culturelles et sportives initiées par la division des Droits de l'homme de la MINUSCA



filles qu'elles aillent à l'école. L'éducation des enfants est très importante parce que de nos jours, on doit baser sur l'éducation des enfants. La constitution a dit « toutes personnes ou tous les enfants qui ont l'âge de scolarité ont droit à l'éducation ».

De son côté, Abraham Dangoyo, élève au lycée de Miskine en classe de terminale un des récipiendaires s'est réjoui du choix du thème de cette année.

« Par rapport à ce thème, comme je l'ai dit, l'éducation est un droit fondamental, si on prend le mot éduquer, ça veut dire faire acquérir à une personne des raisonnements, des connaissances et des valeurs utiles pour que chaque être humain trouve sa place », a-t-il expliqué.

Rappelons que la Déclaration universelle des droits de l'Homme a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 décembre 1948.

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### LES GRANDES LIGNES DU NOUVEAU MANDAT DE LA MINUSCA

RESOLUTION 2659 (2022)

### LES TACHES PRIORITAIRES :

Le mandat de la MINUSCA comporte quatre tâches prioritaires :

a) La Protection des civils ;

b) Bons offices et appui au processus de paix, y compris à la mise en œuvre du cessez-le-feu et de l'APPR ;

c) Aide à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire et

d) Protection du personnel et des biens des Nations Unies.

### LES TACHES ADDITIONNELS

Le Conseil de sécurité autorise la MINUSCA à entreprendre, en concertation étroite avec l'équipe de pays des Nations Unies, les activités suivantes relevant de son mandat :

a) Appui à l'extension de l'autorité de l'État, au déploiement des forces de sécurité et au maintien de l'intégrité territoriale ;

b) Promotion et protection des droits de l'homme ;

c) Dialogue républicain et élections de 2023 ;

d) Réforme du secteur de la sécurité ;

e) Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement ;

f) Action en faveur de la justice nationale et internationale, de la lutte contre l'impunité et de l'état de droit.

La résolution 2659 prie également la MINUSCA de tenir pleinement compte de la protection de l'enfance et d'apporter son soutien aux autorités centrafricaines dans ces deux secteurs.

La mise en œuvre du nouveau mandat de la MINUSCA fera l'objet de trois rapports du Secrétaire général qui seront présentés devant le Conseil de sécurité par sa Représentante spéciale, Valentine Rugwabiza, le 15 février, le 15 juin et le 13 octobre 2023. Les rapports porteront aussi sur la situation en RCA, y compris la situation en matière de sécurité, le respect du cessez-le-feu par toutes les parties, le processus politique, la mise en œuvre de l'APPR, y compris les efforts déployés par la MINUSCA pour appuyer le cessez-le-feu et le DDRR.

## A BOUAR, LA MINUSCA APPUIE L'AMELIORATION DU FONCTIONNEMENT DE LA CHAINE JUDICIAIRE

Créé par un arrêté interministériel du 27 juillet 2021, le Comité de coordination des acteurs de la chaîne pénale du ressort du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Bouar a tenu sa première réunion, le 2 décembre 2022, avec l'appui de la MINUSCA dans l'optique d'améliorer le fonctionnement de la chaîne pénale.

Par Dramane Darave



Des participants lors de la première réunion du Comité de coordination des acteurs de la chaîne pénale du ressort du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Bouar

Réunissant une vingtaine de personnes constituées de représentants de la Police judiciaire, de membres du parquet et du siège du tribunal de grande instance de Bouar, du greffe et secrétariat du parquet, de l'administration pénitentiaire, de l'association du barreau américain, de la société civile œuvrant dans le domaine de la protection des droits humains et des acteurs des mécanismes alternatifs de règlement des conflits, cette première réunion du comité de coordination des acteurs de la chaîne pénale s'est tenue sous la présidence de

Norbert Lié Nzilavo MAJUNGOYEN, Président du tribunal de grande instance de Bouar et président dudit Comité.

Dans ses mots introductifs, le président du Comité a expliqué que « cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la politique sectorielle du Ministère de la justice qui constitue la feuille de route pour la réforme du secteur de la justice en République centrafricaine ». Puis il rappelle que « l'objectif de cette réunion est d'améliorer la communication et la coordination entre les différents membres afin d'accroître leurs capacités à offrir aux populations de

la République centrafricaine en général, et celles de la préfecture de la Nana Mambere en particulier, une justice de qualité, gage de sécurité juridique, facteur de paix et cohésion social ainsi que de développement durable ». Il a aussi invité les participants à profiter de ce cadre d'échanges pour partager les défis qui se posent à eux dans l'exercice de leurs fonctions afin qu'ensemble, « ils puissent y trouver des pistes de solutions idoines ».

Prenant la parole au cours de la cérémonie d'ouverture, Boniface Ngoya, Chargé des Affaires judiciaires à la MINUSCA à Bouar a précisé que « la MINUSCA a auparavant appuyé de nombreuses réunions et espaces d'échange entre les acteurs de la chaîne pénale à Bouar ». Il a confié que « ces rencontres ont permis de lever de nombreuses difficultés entravant le fonctionnement de la chaîne pénale », avant de saluer l'adoption de l'arrêté interministériel portant création du Comité de coordination des acteurs de la chaîne pénale qui vient « confirmer la pertinence et entériner les actions antérieurement entreprises pour améliorer la communication et la coordination entre les acteurs de la chaîne pénale ».

Au cours de cette rencontre, les échanges ont porté sur le cadre légal du comité de coordination des acteurs de la chaîne pénale et les défis auxquels font face chaque maillon de la chaîne pénale à savoir la police judiciaire, le parquet, le cabinet d'instruction, le siège, l'administration pénitentiaire et autres intervenants.

Les recommandations issues de cette rencontre feront l'objet d'un rapport à adresser aux autorités judiciaires nationales en vue d'insuffler des changements pour l'amélioration de la chaîne pénale et de la lutte contre l'impunité. Toutefois, les différents acteurs ont pris l'engagement de mettre en œuvre les actions retenues qui ne nécessitent pas l'intervention de la haute hiérarchie.



## JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES EN RCA PROMOUVOIR LA CONTRIBUTION DES VOLONTAIRES

*A l'occasion de la célébration de la Journée internationale des volontaires, sous le thème « Ensemble, agissons maintenant », une session d'information et de sensibilisation sur le volontariat a été organisée, le 5 décembre 2022, par la coordination du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) en RCA, à l'intention des jeunes élèves et étudiants à l'Alliance française de Bangui.*

*Cynthia Nasangwe*

Plus d'une centaine de jeunes des établissements scolaires et universitaires de Bangui, ainsi que membres d'associations ont pris part à cette session d'information visant à faire connaître le volontariat en général et le programme des volontaires des Nations Unies (VNU) en particulier ; une occasion pour eux d'en apprendre plus, à l'exemple d'Emmanuelle Salomé Ngoko Yassi, étudiante en master 1 à l'université de Bangui, « J'ai appris que sans même être dans une organisation je

peux me porter volontaire pour construire ma maison, faire des petits trucs qui peuvent amener au développement de ma famille dans mon quartier, poser des actes sociables en balayant la route, en aidant à creuser des canaux de circulation d'eau pour éviter les inondations, sensibiliser les jeunes comme moi pour qu'on puisse agir sans attendre quelque chose en retour pour notre pays », a dit l'étudiante.

Selon le Coordonnateur pays du programme des volontaires des Nations



Unies, Béranger Mukoyouko, aucune communauté au monde ne peut se développer sans un engagement volontaire et libre de ses ressortissants ou bien de sa population. « Les volontaires dans nos communautés, travaillent beaucoup auprès des autres pour identifier les problèmes qui se posent. Les volontaires peuvent être des Centrafricains ou des expatriés ou bien même des jeunes qui se retrouvent et se regroupent dans des associations ou dans des organisations et qui œuvrent pour relever tel ou tel défi au niveau de la communauté ».

Cette célébration visait donc à reconnaître et promouvoir la contribution et le travail des volontaires du monde entier. C'est aussi une occasion pour rendre hommage à toutes ces personnes centrafricaines et étrangères et qui sont là pour aider la République centrafricaine à pouvoir retrouver le chemin de la paix, le développement et le vivre ensemble comme l'a indiqué le Coordonnateur pays du programme des volontaires des Nations Unies: « La journée d'aujourd'hui est importante pour tous les volontaires parce que c'est une Journée où le monde célèbre la contribution des milliers de volontaires pour différents défis qui se posent à l'humanité ».

La journée internationale des volontaires est créée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1985. Elle offre aux organisations et aux volontaires individuels l'occasion de promouvoir le volontariat, d'encourager les gouvernements à soutenir les efforts des volontaires en reconnaissant leurs contributions dans la réalisation des objectifs du développement durable au niveau national et international.

*Trois Volontaires des Nations unies lors de la Session d'information et de sensibilisation sur le volontariat, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des volontaires.*



## LES FEMMES MAGISTRATES MOBILISEES CONTRE LA BANALISATION DU VIOL EN CENTRAFRIQUE

**20 femmes du secteur de la justice ont échangé, le 9 décembre 2022, à Bangui sur « l'éradication de la banalisation du viol en milieu judiciaire ». Le débat a porté sur les causes et conséquences du viol considéré comme un crime en augmentation dans le pays. Les participantes ont identifié des pistes de solutions sur lesquelles elles travailleront afin d'éradiquer ce phénomène en République centrafricaine.**

**Grace Ngbaleo**

Organisée dans le cadre de la campagne des « 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles », par la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA conjointement avec l'association des femmes magistrates et juges de Centrafrique, cette activité a regroupé entre autres, des femmes juges, magistrates, secrétaires, avocats, greffiers et huissiers.

« La banalisation du viol par les acteurs judiciaires demeure un obstacle majeur à sa répression, notamment au regard de la persistance de la pratique de la

correctionnalisation de ce crime dans le cadre des poursuites », a indiqué Roseline Bela Eyebe de la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA.

Dans la même lancée, madame Priscille Danangue Fiomona Perre, Présidente du tribunal pour enfant de Bangui, qui a présenté le thème « l'éradication de la banalisation du viol en milieu judiciaire », reconnaît que le viol est banalisé dans le milieu judiciaire centrafricain. « Dans le cadre de notre réflexion, on s'est basé sur le viol en tant que crime de droit commun où les juridictions nationales sont appelées à donner des réponses judiciaires par rapport à cette infraction. Mais le problème qu'on a soulevé c'est la banalisation de ce crime dans le milieu judiciaire. Nous nous sommes rendues comptes que le viol est un tueur silencieux ... Tant bien même que le gouvernement a fourni beaucoup d'efforts pour lutter contre le viol, malheureusement les réponses judiciaires ne sont pas adéquates, du coup on remarque que les acteurs judiciaires ont tendance à banaliser le viol », a-t-elle indiqué.

Les causes et conséquences de la banalisation du viol

Au cours du débat, les participantes ont évoqué que le laxisme des acteurs judiciaires, la lenteur dans la procédure, les pesanteurs socio-culturels sont quelques causes de la banalisation du viol. Considéré comme une infraction de honte en République centrafricaine, le viol a de nombreuses conséquences sur la vie de la victime, notamment son rejet par la communauté, le sentiment de culpabilité de certains acteurs judiciaires qui traitent les victimes comme étant à l'origine du drame.

Des solutions pour éradiquer la banalisation du viol en milieu judiciaire

Les femmes ayant pris part à cette table

ronde ont envisagé des solutions pour éradiquer la banalisation du viol en milieu judiciaire. On peut citer entre autres :

La professionnalisation des acteurs judiciaires afin de les faire intégrer pleinement dans le concept pour bien gérer les dossiers relatifs aux Violences basées sur le Genre (VBG) ;

La redynamisation de la structure des points focaux genre dans chaque juridiction pour suivre les dossiers relatifs aux viols ; le suivi des dossiers ; la mise en place d'une base de données afin de faire le suivi des statistiques des dossiers et des réponses judiciaires des cas du viol.

Une des participante, Claudine Dina Bagaza, avocate au barreau de Centrafrique, a ajouté à ces propositions que : « Ce n'est pas seulement qu'au niveau de la Justice que nous allons, nous les femmes, les actrices de la justice, attendre que les situations remontent à notre niveau pour voir comment on peut se mobiliser. Nous avons prévu des activités de sensibilisation à tout niveau. Nous allons aussi voir comment intégrer les hommes, parce que, qui dit viol, dit violeur et violée. Il faudrait qu'on travaille avec les hommes ».

Il faut noter que la République centrafricaine s'est dotée de plusieurs textes juridiques qui visent à lutter contre les VBG. Pour le cas spécifique du viol, il y a notamment l'article 87 du Code pénal et l'article 163 du nouveau code de protection de l'enfant.

## FIN DE MISSION POUR LE GENERAL DE CORPS D'ARMEE DANIEL SIDIKI TRAORE AU SEIN DE LA MINUSCA



Une cérémonie d'au revoir a été organisée, le 28 décembre 2022, à la base de l'UCATEX à Bangui en l'honneur du commandant de la Force de la MINUSCA, le général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré, en fin de mission en République centrafricaine.

La cérémonie a été présidée par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Valentine Rugwabiza, en présence du directeur de cabinet du Ministre de la Défense, représentant du Ministre de la défense Joachim Silla, du général, chef d'Etat-major de la Force des armées centrafricaines, Mamadou Zéphirin, des membres du corps diplomatiques accrédités en république centrafricaine, des officiers d'état-major et des observateurs militaires de la MINUSCA.

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Valentine Rugwabiza a

salué l'engagement, le courage et le sens du leadership du commandant de la Force, le général de corps d'armée Daniel Sidiki Traore au côté des soldats de la paix de la MINUSCA.

Nommé le 21 janvier 2020, par le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, le commandant sortant de la Force a officiellement pris fonction le 6 mars 2020.

Auparavant, le général Traoré occupait les fonctions de Conseiller militaire du Chef d'état-major de la défense du Burkina Faso. Il possède également une vaste expérience du maintien de la paix, ayant servi comme commandant adjoint de la force de la MINUSCA, en 2018, et en tant que commandant du secteur ouest au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) de 2014 à 2016. Il a en outre été commandant de secteur à la Mission des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD) dans l'ouest du Darfour de 2012 à 2014.



## GRANDE MOBILISATION DES GROUPES DE MUSIQUES TRADITIONNELLES POUR PROMOUVOIR LA PAIX

**L**a MINUSCA en partenariat avec l'association culturelle, Centro Kult International (CKI), a organisé, du 28 au 30 décembre 2022, à Bangui, un grand concours de danses traditionnelles dénommé « Linga Festival ti Siriri », pour promouvoir la paix et la cohésion sociale. Six groupes de danses traditionnelles ont été retenus pour la finale, et trois ont remporté les meilleures places sur 20 groupes en compétition.

Grace Ngbaleo :

Le groupe de danse « Tô- Mbi - Ndô » a remporté la première place dans cette compétition avec la danse du nom « Tô- Mbi-Ndô » en langue Ngbandi qui signifie « chantes, je

danse ». La deuxième et la troisième place sont respectivement occupées par les groupes « Bamara Ti Gbako » et « Tchane-Nzeneka ».

Linga en langue Banda veut dire message, et Siriri en Sango, la paix. « Linga Festival ti Siriri » vise donc à promouvoir la paix à travers la culture centrafricaine.

« C'est un festival d'arts anciens qui met en valeur la danse patrimoniale communément appelé la danse traditionnelle. L'objectif est d'enseigner à la jeune génération la diversité culturelle de la République centrafricaine et de faire passer un message de paix », a expliqué Auguste Saint Claire Gbogbo, Directeur de Centro Kult International.

Satisfait d'avoir remporté le trophée de la première édition de « Linga Festival ti Siriri », Olivier Gowa, leader du groupe « Tô- Mbi-Ndô » a témoigné : « j'ai hérité cette danse de mes ancêtres. J'ai travaillé d'arrache-pied avec mon équipe, et aujourd'hui je suis heureux d'obtenir ce résultat. J'appelle les jeunes à s'intéresser aussi à la danse traditionnelle, au lieu de se tourner totalement vers la danse moderne ».

Les trois meilleurs groupes de la compétition ont été sélectionnés à base des critères d'originalité, de messages, d'expression corporelle, d'occupation scénique et de costumes et décors.

La première édition de « Linga Festival ti Siriri », a été organisée autour du thème « La culture socle de cohésion sociale ».





**LA RETRAITE ANNUELLE DES CHEFS DES BUREAUX DE LA MINUSCA S'EST DÉROULÉE LE 02/12/2022, À BANGUI. OBJECTIF :** se pencher sur le bilan et les perspectives de la mise en œuvre du Mandat dans leurs zones d'intervention respectives.

Cette réunion qui s'est tenue à la base de la MINUSCA à Ucatex, a rassemblé les 12 chefs des bureaux des régions ainsi que les chefs des sections à Bangui.

En ouvrant les travaux, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en Centrafrique, Valentine Rugwabiza a invité les chefs des bureaux à baser leurs activités sur le terrain, sur les priorités stratégiques qu'elle a déjà présentée devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies en octobre 2022.

« J'attends de cette retraite que nous ayons des actions qui reflètent au niveau des bureaux régionaux exactement la ligne que nous sommes en train de prendre ici à Bangui », a-t-elle déclaré.

Selon elle, les échanges devraient également avoir lieu autour des priorités stratégiques de la Mission, présentées au Conseil de sécurité, parmi lesquelles, revitaliser le processus politique

# TOUT SAVOIR SUR LA MINUSCA

[minusca.unmissions.org](https://minusca.unmissions.org)

MINUSCA



Scannez et  
découvrez

